

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.99/165

19 avril 1999

(99-1563)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>BELGIQUE</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère des finances Rue de la Loi 12 B – 1000 Bruxelles Personnes de contact: Mme B. Dohet – Téléphone: +32 2 233 80 91 M. A. Dalcette – Téléphone: +32 2 210 33 34 L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doit être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné:
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Écotaxes
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Arrêté ministériel relatif aux signes distinctifs à apposer sur les produits soumis à écotaxe.
6.	Teneur: Ce projet vise à préciser certaines modalités d'application de la Loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État, telle que modifiée par la suite, laquelle contient les dispositions légales en matière d'écotaxe. Cette notification est complémentaire à la notification 98/0061 B.
7.	Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: Les écotaxes sont un outil introduit dans la législation belge comme instrument de choix d'une politique de prévention en matière d'environnement. Elles présentent deux caractéristiques essentielles: <ul style="list-style-type: none">- elles ont un caractère incitatif;- ce sont les seules taxes auxquelles on peut échapper en toute légalité, pour autant que le consommateur puisse trouver facilement un substitut non écotaxé.

8.	Documents pertinents: -
9.	Date projetée pour l'adoption: Date projetée pour l'entrée en vigueur: } 60 jours
10.	Date limite pour la présentation des observations:
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse, courrier électronique et numéro de télécopie d'un autre organisme: CIBELNOR